

# REFONDONS L'ÉCOLE



*VINCENT PEILLON*

# REFONDONS L'ÉCOLE

Pour l'avenir de nos enfants

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

CET OUVRAGE A ÉTÉ ÉDITÉ  
SOUS LA DIRECTION DE MAURICE OLENDER.

ISBN 978-2-02-111819-3

© Éditions du Seuil, février 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*Avant-propos*

« On vous souhaite bien du courage »

C'est sans doute la phrase que j'ai le plus entendue depuis ma prise de fonction. Réformer l'Éducation nationale? Changer l'école? Cela est-il seulement possible? Et pour quoi faire? Dès mon arrivée au ministère, lors de la première réunion des recteurs, la mise en garde a été claire, sans fioriture. Dans son discours d'accueil, le recteur de Paris, chancelier des universités – il est d'usage qu'il ouvre les travaux –, n'a pas manqué de marteler un message en guise d'avertissement: la durée de vie des ministres de l'Éducation nationale est courte. Deux ans en moyenne. Elle l'est plus encore lorsqu'ils ont la volonté d'agir. Qui est résolu à ne rien faire peut espérer durer davantage, mais, toujours, les ministres passent. L'administration reste. Quand tant s'y sont risqués et parfois abîmés, il faut être bien présomptueux ou bien naïf pour s'y aventurer encore.

Ce n'est pas ma conception des choses. Je n'ai pas de carrière à faire. Mais j'ai quelques convictions. Un amour que certains jugent parfois étrange, presque excessif,

## REFONDONS L'ÉCOLE

pour l'école, pour la République et pour la France. Une réflexion et une expérience qui ont maintenant trente ans. Comme professeur, parent, chercheur, militant associatif, député. Et je sais que c'est pour cela, et cela seulement, que le président de la République et le Premier ministre m'ont confié cette responsabilité, cette mission. «Mission»: le terme est fort, mais c'est bien ainsi que je conçois mon action et celle de tous les agents du ministère de l'Éducation nationale pour les années qui viennent. Il nous appartient d'être les premiers acteurs du redressement de notre pays, d'y contribuer de toutes nos forces et avec tout notre dévouement.

En faisant de la jeunesse et de l'éducation la priorité de sa campagne présidentielle et de son quinquennat, François Hollande a fixé un objectif autour duquel tous les Français doivent pouvoir se rassembler et se dépasser. C'est sa conviction et c'est sa volonté. Je les partage pleinement. Refonder l'école de la République et refonder la République par l'école: tel est le projet que je porte, telle est l'ambition qui m'anime. Un projet et une ambition que je veux expliquer et faire partager ici.

## Chapitre 1

# Refonder l'école de la République, refonder la République par l'école

Toutes les Françaises et tous les Français sont concernés par l'école. Directement. Affectivement. Elle appartient à tout le monde. Elle relève pour chacun de l'enfance, de l'intime, du plus personnel. Nous sommes toutes et tous d'anciens élèves, avec nos expériences, heureuses ou malheureuses, nos souvenirs, bons ou moins bons, nos réussites et nos échecs, nos déceptions et nos fiertés, nos joies et nos tristesses. Plus de 15 millions de Français sont parents d'élèves ; une dizaine de millions sont grands-parents d'élèves, et cela compte aujourd'hui. L'Éducation nationale emploie plus d'un million de personnes. Elle est le premier employeur de France et le second en Europe. Douze millions d'élèves prennent chaque jour le chemin de l'école. Cela finit par faire du monde, beaucoup de monde, une très large majorité de la population française. Aucun autre service public n'a une telle présence, si quotidienne, dans la vie des Français. Tout le monde n'a pas affaire à la justice, la

police ou l'hôpital – et, quand ces rencontres ont lieu, elles sont le plus souvent brèves. Tant mieux. Mais tout le monde a affaire à l'école. Et c'est une excellente chose.

L'école est un bien commun. Elle est aussi un bien public.

## **L'école et la République**

La France républicaine entretient un rapport singulier et passionné à son école. L'école en France a toujours eu un rôle éminent. D'abord parce que la France, pays de Descartes, de Diderot, de Voltaire, de Rousseau, de Michelet, de Quinet, de Hugo, de Paul Valéry est le pays de la raison, du sens critique, du jugement, des Lumières. Ensuite, parce que dans sa forme républicaine, dès la Révolution française, avec Condorcet, c'est de l'école qu'elle a attendu la régénération de la nation, à la fois la démocratie et la justice. Ce lien particulier entre l'école et la République a traversé un XIX<sup>e</sup> siècle tirillé entre révolution et contre-révolution, progrès et rétrogradations, républiques, restauration et empires. Et l'établissement de la III<sup>e</sup> République, comme son inscription dans la durée, doit beaucoup à son projet scolaire, celui de l'école gratuite, laïque et obligatoire auquel est attaché le nom de Jules Ferry. C'est grâce à l'école que la République a fait de ses enfants des républicains et qu'elle a pu enfin s'établir définitivement. Ce n'est pas un hasard si on l'a qualifiée de « République des professeurs ».

Ce fut une grande erreur de la part de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, de n'avoir pas compris ce lien charnel et profond entre la République et son école et d'être allé rechercher l'identité nationale de la France dans un rapport à l'immigration plutôt que dans un rapport à la connaissance ou à la liberté de conscience. Ce fut une erreur non seulement parce que c'était méconnaître cette identité nationale dont l'historien Fernand Braudel avait assez montré qu'elle était faite de différences, d'apports mêlés, de brassages, mais parce que c'était se tromper sur notre histoire et les valeurs qui unissent les Français par-delà les clivages traditionnels. Pour la gauche, c'est une évidence. Mais la droite républicaine partage ce patrimoine. « Depuis plus d'un siècle », rappelait ainsi le président Jacques Chirac qui connaissait, lui, cette histoire, « la République et l'école se sont construites l'une avec l'autre. L'école a été le rêve de la République. Et elle reste sans aucun doute la plus belle de ses réussites<sup>1</sup>. » Lorsque l'école avance, dans notre pays, c'est la République qui grandit. Lorsque l'école est fragilisée, voire attaquée, dans ses valeurs ou dans ses moyens, c'est la République qui est atteinte. En conduisant la refondation républicaine de l'école, nous voulons renouer avec cette identité républicaine de la France.

1. Jacques Chirac, discours d'ouverture du débat national sur l'avenir de l'école prononcé à Paris le 20 novembre 2003.

## **Une passion française**

Ce lien particulier, historique, entre la France et son école est une chance formidable pour notre pays et pour son avenir. C'est une base solide pour notre action. Mais il a une contrepartie : les attentes à l'égard de l'école sont considérables et les passions sont souvent exacerbées.

Dans notre tradition républicaine, il appartient à l'école non seulement de produire un individu libre, émancipé de toutes les tutelles – politiques, religieuses, familiales, sociales –, capable de construire ses choix par lui-même, autonome, épanoui et heureux, mais aussi d'éduquer le citoyen éclairé d'une République démocratique, juste et fraternelle. Il lui appartient encore de former le travailleur qualifié, habile, efficace, capable de trouver sa place dans le monde du travail. Cela fait beaucoup.

Cette passion française pour l'école est parfois dévorante. Chargée de tant de responsabilités, elle devient un champ d'affrontements idéologiques majeur et se prête à toutes les simplifications et admonestations. Sur le dos de l'école, des élèves, des professeurs, du pays. Les polémiques font florès. On désigne des suspects, des coupables, des ennemis même. On instruit des procès : celui des syndicats, des pédagogues, de la méthode globale, de l'élitisme républicain, de Mai 68, de la massification, du « mammouth », de l'archaïsme... On lance des anathèmes, on excommunie. On prend à

partie une opinion publique qui voit bien que quelque chose ne va pas ou ne va plus dans notre école, sans pour autant l'informer des études et des analyses de plus en plus sérieuses et objectives qui existent pourtant. L'irrationalité est cause et conséquence de notre déclin scolaire. On s'en remet trop au jugement de la subjectivité, à l'expérience personnelle, aux histoires singulières, qui tiennent souvent lieu de raisonnement. On confond réflexion et réflexe, général et particulier, vrai et faux, opinion et savoir, réalité et fantasme. Ce qui n'aide pas à agir sereinement et efficacement.

Dans ce contexte, on mesure à quel point il est difficile de construire du consensus dès qu'il s'agit de l'école. Et pourtant, il doit être possible de se mettre d'accord, tant sur le diagnostic que sur ce qu'il conviendrait de faire. Pour peu que l'on se donne la peine d'une réflexion sereine, collective et documentée. Pour peu, en somme, que l'on puise à la source des valeurs professées par l'école : le savoir, le partage, l'ouverture, l'émulation, le respect, la précision. L'école au chevet de l'école, voilà la méthode. Je veux que l'on construise une intelligence commune. Je veux que l'on mette en commun les connaissances de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Je veux que l'on arrache l'école à tous les raccourcis et à tous les faux débats qui prennent en otage le destin de nos enfants.

L'école, nous allons la changer. La refondation républicaine, nous allons la conduire. Le redressement, nous allons l'accomplir, quels que soient les obstacles et les

## REFONDONS L'ÉCOLE

doutes, et ils seront nombreux. Mais cela ne pourra se faire qu'ensemble. Avec les Français, tous les Français. Autour d'un nouveau contrat passé entre la nation et son école. Il faut donc convaincre à la fois des raisons, et de l'urgence d'une refondation de l'école française. Il faut en justifier la méthode. Pour vaincre le cynisme et les arguments paresseux, pour redonner du sens et du contenu aux beaux mots d'école et de république, nous devons expliquer, définir, préciser.

Que peut signifier un tel projet? Qu'est-ce qui le justifie? En quoi consiste-t-il?

## Chapitre 2

# Investir dans l'avenir

Tant d'urgences nous sollicitent chaque jour : la croissance, la compétitivité, le chômage, la sécurité, les retraites. Pourquoi vouloir refonder l'école et en faire la priorité de l'action publique ?

### **Crise de l'avenir**

La situation est difficile. Chacun le sait. Les prévisions de croissance sont mornes. Notre cohésion sociale est menacée. La crise est partout. Crise économique, sociale, écologique. Crise de sens aussi : qui peut dire aujourd'hui quelles valeurs gouvernent effectivement notre vie commune ? Les jeunes en sont les premières victimes. Le taux de chômage des 15-24 ans approche les 25 %. Un million de jeunes occupent un emploi précaire. 23 % d'entre eux sont pauvres.

Ce traitement que la France fait subir à sa jeunesse est en réalité un des symptômes d'une crise de l'avenir, une véritable dépression à l'échelle du pays. Quels sont,

en effet, les premiers signes d'une dépression? C'est l'incapacité à se projeter dans le futur, le sentiment que le temps qui crée et régénère s'est arrêté, que le futur sera nécessairement moins bon, morbide, angoissant. Or, si les Français parviennent à envisager leur avenir personnel, individuel, privé avec un certain optimisme, ils vivent, en tant que corps collectif, en tant que nation, un puissant sentiment de déclin et d'inquiétude. En témoignent la propension des ménages français à l'épargne, notre difficulté à investir dans l'avenir, la dette publique que nous avons laissé s'accumuler sans vergogne sur les épaules des plus jeunes. En attestent notre incapacité à repérer et à faciliter les transitions de la modernité – celle du numérique ou du développement durable – et, surtout, le sacrifice que nous avons fait de notre école ces dernières années. Il y a là un risque qu'il faut prendre très au sérieux. Si la France ne renoue pas avec l'idée d'un projet commun capable d'unir les citoyens dans une communauté de destin, celle d'un progrès collectif, elle sera incapable de conserver son rang et sa puissance. Elle se délitera et déclinera.

Renverser cette tendance demandera toute notre énergie et toute notre détermination. Le redressement de notre pays est un impératif. Accorder la priorité à la jeunesse, ce n'est pas seulement s'adresser à une catégorie de la population, c'est se donner pour objectif de surmonter cette crise de l'avenir et donc de travailler pour la nation tout entière. C'est l'objectif que nous devons poursuivre

tout au long du quinquennat, et même au-delà. C'est pourquoi la refondation républicaine de l'école est aussi une opération de redressement national.

Un redressement qui doit toucher toute la société, toute l'économie, tout l'esprit public. C'est le sens de l'action du gouvernement, sa cohérence, son unité. Encourager les investissements dans l'avenir, développer les filières d'excellence, financer l'économie réelle, soutenir l'innovation et la recherche, voilà les actions engagées avec la réforme bancaire, la création de la Banque publique d'investissement, le crédit d'impôt en faveur de nos entreprises, la négociation d'un Plan de relance européen. Le gouvernement est pleinement engagé dans la bataille pour l'emploi et d'abord pour la jeunesse avec le contrat de génération et les emplois d'avenir. Tout cela va dans la bonne direction. Celle de la préparation de l'avenir.

### **L'école et le redressement de la France**

La refondation de l'école participe de cet élan. Edgar Quinet considérait l'écolier comme le « messenger de l'avenir »<sup>1</sup>. Comment ne pas voir que, aujourd'hui encore plus qu'hier, à l'heure d'un monde globalisé, l'éducation, la formation, la qualification sont au cœur des défis du redressement et de la croissance? C'est une évidence

1. Edgar Quinet, *L'Enseignement du peuple*, Chamerot, 1850 ; rééd. suivi de *La Révolution religieuse au XIX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, « Pluriel », 2001 (préface de Daniel Lindenberg).

et il ne faut pas se lasser de la répéter... « Si l'éducation coûte trop cher, essayez l'ignorance<sup>1</sup> ». Toutes les nations du monde le comprennent, et nombre d'entre elles mieux que les autres encore puisqu'elles investissent de plus en plus dans leur école<sup>2</sup>. Nous ne pouvons l'oublier.

D'un point de vue collectif d'abord, puisqu'il existe un lien direct entre les performances du système éducatif d'un pays et sa croissance économique<sup>3</sup>. Pour que la France puisse renouer avec la croissance dans la durée, elle doit élever le niveau de qualification de sa jeunesse, la préparer à l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle qui appelle des citoyens capables de vivre dans le village global, de communiquer en langue étrangère, de maîtriser les outils numériques, de travailler différemment, en développant

1. Traduction de la célèbre phrase : « If you think education is expensive, try ignorance. » Citation souvent attribuée, à tort, au président américain Abraham Lincoln, et dont la paternité véritable reste indéterminée.

2. Les comparaisons effectuées par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) montrent que la dépense par élève a augmenté en moyenne de 36 % dans 24 pays (sur 29 dont les données sont disponibles) entre 2000 et 2009. Cette augmentation est inférieure à 10 % dans trois pays seulement : la France, Israël et l'Italie.

3. L'OCDE estime qu'améliorer les performances moyennes au test PISA de 25 points en 2030 conduirait à améliorer le PIB de 3 % en 2042 et le PIB par habitant de 25 % en 2090 (*Le Coût élevé des faibles performances éducatives. Impact économique à long terme d'une amélioration des résultats au PISA*, OCDE, 2010). Le programme PISA (« Programme international pour le suivi des acquis des élèves » en français), mené par l'OCDE, évalue les compétences des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit, en culture mathématique et en culture scientifique dans plus de soixante pays.

toujours de nouvelles compétences. Comment imaginer que l'on puisse investir dans de nouveaux métiers porteurs de croissance et d'avenir et ne pas former nos enfants pour pouvoir les exercer demain ?

D'un point de vue individuel également, car le diplôme et la qualification sont les principales clés de l'accès à l'emploi. Les chiffres confirment ce que les familles, angoissées pour leurs enfants, ont bien compris. Les jeunes titulaires d'une licence (bac +3) connaissent, trois ans après la fin de leurs études, un taux de chômage de 11 %, c'est-à-dire proche de la moyenne nationale. Ce taux atteint 15 % pour les simples bacheliers, et 24 % pour les jeunes de niveau BEP-CAP. Pour ceux qui n'ont ni diplôme ni qualification, l'horizon est encore plus sombre. Plus de 40 % d'entre eux sont sans emploi<sup>1</sup>. Comment l'accepter, quand les entreprises peinent à pourvoir des centaines de milliers d'emplois<sup>2</sup> ?

Élever le niveau d'éducation de tous, c'est aussi – et peut-être surtout – agir sur un facteur négligé, mais absolument essentiel de la croissance : la cohésion

1. Voir Jean-Jacques Arrighi (coordination), *Quand l'école est finie... Premiers pas dans la vie active d'une génération* [enquête de 2010 sur la génération sortir de formation initiale en 2007], Céreq, 2012.

2. Selon une étude récente, si les tendances actuelles se prolongeaient, 2,2 millions de postes ne pourraient être pourvus faute de diplômés en 2020, alors que 2,3 millions d'actif sans diplôme ne trouveraient pas d'emplois (McKinsey & Company, *French Employment 2020: Five Priorities for Action*, mars 2012, [http://www.mckinsey.com/locations/paris/home/MGI\\_French\\_employment\\_2020\\_Report\\_March\\_2012.pdf](http://www.mckinsey.com/locations/paris/home/MGI_French_employment_2020_Report_March_2012.pdf)).

sociale et territoriale, autrement dit, la justice. Un pays qui ne garantit pas la solidarité de ses citoyens et laisse s'installer des poches d'exclusion, de misère et de révolte est un pays qui s'affaiblit et se prépare des lendemains difficiles. Et je suis convaincu que cette solidarité, ce sens de la justice, doivent s'appuyer sur un civisme renouvelé. Une France capable de se réformer pour progresser, c'est une France dont les citoyens sont capables de s'élever au-dessus de leurs intérêts particuliers. C'est une France fière de ses valeurs, qui les connaît et les partage. C'est une France qui sait entraîner l'ensemble de ses enfants dans une action commune, une France capable de se projeter dans l'avenir, de se guider par la raison, de voir loin. Or c'est bien la mission de l'école de réduire les inégalités, de transmettre des valeurs, une tradition et un projet, de produire du commun, de faire grandir chez chacune et chez chacun les qualités et les vertus utiles à la réussite collective.

La France ne se redressera pas si nous ne refondons pas son école. Les défis qui sont devant nous ne pourront être relevés dans la durée que si nous réussissons ce changement.

### **Réformes ou refondation ?**

Chacun est convaincu des difficultés que rencontre notre système éducatif. Si ce n'était pas le cas, si tout allait pour le mieux dans la meilleure des écoles possible,

notre ambition ne mériterait ni une heure de peine, ni une goutte de sueur.

Beaucoup croient cependant que ces difficultés sont localisées, sectorielles, voire marginales. Elles ne toucheraient que certains publics, certains territoires, certains niveaux d'enseignement et ne nécessiteraient, par conséquent, que des réformes ciblées. D'autre théorisent sur le fait que les réformes de cette Éducation nationale si complexe devraient être conduites à bas bruit, sans annonce, et donc, sans implication des acteurs. « Pour réformer heureux, réformons cachés » semblent-ils nous dire.

Certains, enfin, arguant du fait que tout aurait été tenté et que l'école française ne serait pas réformable, suggèrent de l'affaiblir plus encore pour pouvoir la contourner, lui substituer progressivement d'autres offres d'éducation – évidemment privées. Considérant que l'école française serait pénalisée par son gigantisme, le poids de son histoire, son uniformité, sa centralisation, son refus de se plier à la loi du marché et de la concurrence, ils proposent de faire de l'éducation un commerce – que l'on devine intéressant. À leurs yeux, l'organisation de la libre concurrence des écoles, des professeurs et des élèves, main invisible de la pédagogie, permettrait d'atteindre la meilleure performance scolaire globale possible.

Je n'adhère à aucune de ces thèses. Je considère que l'école est profondément en difficulté, qu'elle doit être changée dans ses principes et dans ses fondements. J'assume donc une critique de l'école telle qu'elle

## REFONDONS L'ÉCOLE

(dys-)fonctionne aujourd'hui et la nécessité, vitale pour notre pays, de sa refondation. On me dit parfois que le mot « refondation » est trop emphatique. Mais l'état du système est tel qu'il ne suffit pas de le réformer, d'ajouter, pour la énième fois, une réforme à d'autres réformes. La refondation est nécessaire parce que ce sont les bases mêmes du système, ses fondements, qu'il faut revoir. Sans elle, les réformes, même justes, même bonnes, perdront rapidement, comme d'autres avant elles, toute utilité. Elles seront neutralisées. De même, je suis convaincu qu'il ne servira à rien d'injecter de nouveaux moyens financiers dans l'éducation si l'on n'utilise pas ces moyens pour transformer le système. Nous avons trop, par le passé, arrosé le désert.

Il est nécessaire de refonder l'école et il est aussi possible de le faire. Car je suis certain que l'école française possède, par son histoire, ses qualités, ses succès, le ressort pour conduire et réussir un changement en profondeur. L'école doit changer et l'école peut changer.

*Jean Faurès et la religion du socialisme*  
Grasset, « Collège de philosophie », 2000

*La Tradition de l'esprit.*  
*Itinéraire de Maurice Merleau-Ponty*  
Grasset, « Collège de philosophie », 1994 ;  
« Le Livre de poche », n° 4421, 2008

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUL  
IMPRESSION : FIRMIN DIDOT À MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (27)  
DÉPÔT LÉGAL : FÉVRIER 2013. N° 110367 ( )  
IMPRIMÉ EN FRANCE